



21<sup>e</sup> CONFÉRENCE  
**OIDP**  
**PASSER À L'ACTION !**  
VERS UN RENOUVEAU  
DÉMOCRATIQUE  
FACE À LA CRISE ÉCOLOGIQUE,  
SANITAIRE ET SOCIALE



DU 7 AU 10  
DÉC. 2022

## Compte-rendu de l'Assemblée générale de l'OIDP

Grenoble, le 10 décembre 2022

### Décisions prises :

- Adoption de la Déclaration de Grenoble
- Adoption du Plan de travail 2023
- Élection de Valongo comme siège de la Conférence OIDP en 2024

### Délégations présentes :

- Ville de Grenoble / Présidence
- Grenoble Alpes Métropole
- Mairie de Cocody / Co-présidence
- Mairie d'Iztapalapa / Co-présidence
- Ajuntament de Barcelone / Secrétariat général
- Municipalité de Valongo / Membre promoteur
- Préfecture de Rio de Janeiro / Présidence 2023
- Ville de Sfax / Membre promoteur
- Office de Consultation Publique de Montréal / Membre promoteur
- Municipalité de Belém
- Bogotá - Institut du District de Participation et d'Action Communale
- Ville de Bordeaux
- Conseil municipal de Cascais
- Ville de Cotonou
- Gouvernement de l'État de Jalisco
- Ville de Maputo
- Mairie de Quito
- Municipalité de Salvador
- Mairie de São Paulo
- Ville de Sousse
- Ville de Tours
- Secrétariat général de Cités et Gouvernements Locaux Unis
- Secrétariat technique de l'OIDP

- Secrétariat de l'OIDP Afrique

#### **Délégations observatrices :**

- Municipalité de Villa Alemana
- Assemblée législative de Rio Grande do Sul

#### **Collaborateurs présents :**

- Bios Política A.C.
- Centre d'Études Sociales de Coimbra
- Fondation le Municipal
- Forum de Barranquilla
- Bureau
- People Powered
- Gerson Almeida, Porto Alegre
- Alejandra Luévano, Ciudad de México.

#### ***Discours d'ouverture***

- Le maire de Grenoble et président de l'OIDP, **Éric Piolle**, ouvre la session en soulignant l'importance de cet espace de transparence et de délibération au sein d'une organisation qui traite de la démocratie. Il souligne l'importance d'organiser cette conférence et cette assemblée dans le cadre de la capitale verte européenne. Il met en avant la pertinence de la déclaration politique actuellement promue et encourage le reste du réseau à s'en emparer.
- **Marc Serra**, conseiller à la participation citoyenne de Barcelone et secrétaire général de l'OIDP, exprime sa gratitude et félicite le travail de Grenoble pour l'organisation de cette conférence. Il rappelle le rôle et l'engagement de Barcelone envers l'OIDP et sa relation avec CGLU, mais défend qu'il est important que le leadership de l'OIDP soit plus pluraliste et invite d'autres villes à assumer un rôle plus important dans le développement du réseau. Il souligne également qu'il est crucial de renforcer l'organisation du réseau pour progresser dans les objectifs fixés.
- **Emilia Saiz**, secrétaire générale de CGLU, souligne qu'il n'est pas possible de séparer le local du global et que par conséquent, les dirigeants locaux doivent être impliqués dans les affaires mondiales. Elle rappelle que le mouvement municipaliste a plus de 100 ans, ce qui le rend plus ancien que les Nations Unies, et qu'il doit se préoccuper des modes de gouvernance. L'OIDP est l'un de ces mécanismes sur lesquels il faut réfléchir et travailler pour la forme de gouvernement et être pionnier dans la sauvegarde de la démocratie et la promotion de nouvelles idées pour résoudre les déficits démocratiques existants. Il est très important, comme le fait l'OIDP, d'associer la discussion sur la démocratie à d'autres aspects tels que l'égalité, l'action climatique et surtout la restauration de la confiance et la lutte contre la désinformation.

## **Rapports de gestion**

- I. Présidence : Le maire de Grenoble, **Éric Piolle**, ainsi que **Diego Fernández**, directeur de la démocratie locale, exposent le travail réalisé par leur ville pour accueillir et organiser avec succès la conférence. Ils mettent en évidence le vaste travail préparatoire réalisé avec d'autres associations et villes de France pour co-créeer le programme.
- II. Secrétariat technique : **Adrià Duarte**, coordinateur du secrétariat technique, explique les principales actions menées en 2022 : conférence, prix, maintenance du site web, bulletins mensuels, nouvelles expériences et participation à d'autres activités ; et renvoie au rapport de gestion partagé par écrit. Le secrétaire général, Marc Serra, encourage les autres membres à faire des contributions financières pour renforcer le travail du réseau.
  - **Franck KINNINVO**, Cotonou, Fondation le Municipal : En ce qui concerne le prix, il propose que le jury ait plus de poids que le vote ouvert, car cela nuit aux petites villes et territoires.
  - **Adrià Duarte** clarifie le système de sélection du prix (en 2022) : vote ouvert avec toutes les candidatures, les votants doivent soutenir 5 propositions, le jury a la possibilité de récupérer certaines des éliminées. Les finalistes sont évalués par le jury. Il est vrai que le vote ouvert comporte un élément d'injustice, mais il permet de diffuser les bonnes pratiques. Il faut réfléchir à un modèle de filtrage efficace pour la première phase, en cas d'un grand nombre de candidatures.
  - **Gabriela Chabbouh**, São Paulo, propose de traduire en portugais la plateforme ParticipateOIDP pour faciliter l'implication des lusophones.
  - **Emilia Saiz** indique qu'avec les budgets sur lesquels nous travaillons, une contribution des membres consiste à soutenir les traductions. Par exemple, à CGLU, nous avons 3 langues de travail pour le secrétariat, mais nous utilisons jusqu'à 10 langues car les membres facilitent les traductions : turc, russe, arabe, chinois... Les membres peuvent soutenir en traduisant certains des documents.
  - **Alexander Reina**, directeur de l'Institut de la participation de Bogotá. Il se dit prêt à contribuer à l'OIDP, mais étant dans l'incapacité d'effectuer un virement économique, il propose de soutenir avec un membre de l'équipe, en particulier pour la communication en espagnol.
- III. OIDP Afrique : **Bachir Kanouté**, coordinateur de l'OIDP Afrique, expose les principales actions de l'OIDP Afrique et les plans pour 2023. Depuis 2012, l'OIDP a été lancé en Afrique, cela fait déjà 10 ans, et il croît en nombre de villes et de pays représentés. L'OIDP s'engage à soutenir les territoires, les discussions thématiques, un prix des bonnes pratiques au niveau du Sénégal et la formation des élus et des experts. En 2023, Maputo accueillera le Forum africain de la démocratie participative. L'OIDP Afrique a son organisation politique, le maire de Maputo en est

le président, et chaque sous-région a son représentant, renouvelé en février 2012. Ils sont impliqués dans la création d'un indice de développement pour mesurer la qualité de la démocratie et cherchent à étendre leur portée grâce à des expériences pilotes et des stratégies d'expansion.

### ***Présentation de la Conférence OIDP 2023, qui se tiendra dans la ville de Rio de Janeiro***

- Rio de Janeiro : **Jean Caris**, sous-secrétaire à la planification et à la modernisation Présente les principales actions de participation à Rio de Janeiro, les thèmes suggérés pour la conférence de l'année prochaine et les détails logistiques de l'événement. Il évoque l'importance de la diversité, de l'inclusion et de la transparence dans la gestion publique. Il met en avant des programmes tels que "Diversité Qualifiée" et la "Carte de la Femme Carioca". Il défend un programme ouvert et légitime basé sur l'accès à l'information, et parle du projet "Data Lake" qui rassemble des informations de tous les secrétariats municipaux. Il explique que l'événement de l'OIDP en 2023 se déroulera en octobre ou en novembre, mais que la date exacte n'a pas encore été confirmée. Il explique qu'ils travaillent à l'élaboration de l'agenda de manière collective, par le biais d'un appel à des événements parallèles. Il met également en avant la capacité de Rio de Janeiro à accueillir des événements internationaux.
- **Adrià Duarte (ST)** encourage l'ensemble du réseau à s'impliquer pleinement dans l'événement, à participer et à contribuer à l'élaboration du programme et des dialogues. Il est évident que Rio est le leader, mais tout le réseau doit participer à ce processus et donner suite aux discussions et aux nouveaux sujets à l'ordre du jour. Félicitations à nouveau, et j'ai hâte de travailler pour faire de cette conférence à Rio un succès.
- **Marc Serra (SG)** Nous sommes très satisfaits de la proposition et de la candidature. Je pense que nous avons très bien commencé, et il est judicieux d'avoir établi un cadre clair de diversité, d'inclusion et de transparence.
- **Annaelle Schaller**, adjointe au maire de Tours, félicite Rio de Janeiro pour sa proposition et son choix en tant que lieu de la prochaine conférence. Elle suggère d'aborder le thème des fausses nouvelles et des obstacles économiques et de pression dans la démocratie lors d'un atelier ou d'une discussion pendant l'événement. Elle exprime sa tristesse de ne pas pouvoir assister à la conférence en raison des préoccupations concernant l'empreinte carbone.
- **Ana Cristina Wanzeler** (Prefeitura de São Paulo) Félicitations au secrétaire de Rio de Janeiro. Offre de collaboration de São Paulo dans l'organisation d'événements et la coordination des agendas.
- **Mohamed Wajdi Aydi**, vice-maire de Sfax, souligne qu'il est important de ne pas oublier les villes qui connaissent des conditions difficiles, telles que les villes occupées ou en situation de guerre. Appel à prendre en compte le contexte politique

et social des villes du monde entier, en particulier dans les régions en conflit et sous des régimes autoritaires.

- **Laura Carneiro**, conseillère, Prefeitura de Rio de Janeiro, met l'accent sur la beauté et les défis de Rio de Janeiro. Elle souligne l'importance de l'inclusion et de sa connexion avec des questions environnementales et de vulnérabilité. Elle mentionne également des exemples de programmes inclusifs à Rio de Janeiro, tels que l'abri pour la communauté LGBT et le programme alimentaire pour les personnes dans le besoin.

### ***Plan de travail***

- **Adrià Duarte (ST)** explique que le plan de travail doit :
  - Définir les axes thématiques et les priorités pour l'année prochaine, alignés sur l'événement à Rio de Janeiro.
  - Proposer les contenus des webinaires et des activités formelles pour aborder des sujets spécifiques tels que le genre et la démocratie.
  - Aborder l'analyse historique des candidatures passées pour le prix et la prise en compte de propositions d'indicateurs pour des expériences telles que les budgets participatifs, entre autres.
- **Nelson Dias**, Bureau et Réseau des Autarchies Participatives du Portugal

Exprime son souhait de renforcer la relation avec l'OIDP et de travailler sur des projets et des activités en cours au Portugal. Il propose d'élargir et de diffuser le travail déjà réalisé depuis le Portugal, y compris la transformation de la charte de qualité des budgets participatifs en indicateurs mesurables. Il partage également l'intention de socialiser et de partager des expériences et des bonnes pratiques avec les membres de l'OIDP.

- **Joyce Trindade**, secrétaire aux affaires des femmes de la mairie de Rio de Janeiro

Proposition de tenir trois webinaires, dont l'un en mars, axé sur la Journée internationale des femmes le 8 mars.

L'importance de débattre de questions de genre et de stratégies démocratiques mettant en avant le rôle des femmes dans la discussion.

La suggestion de créer un matériel participatif partageant des expériences et des défis pour favoriser la compréhension et la collaboration entre les villes.

L'idée d'organiser un événement préalable en mars à Rio de Janeiro avec des femmes pour aborder ces thèmes.

- **Rosa Fernandes**, conseillère de Rio de Janeiro

Engagement de la Chambre de Rio de Janeiro (Assemblée législative) à collaborer avec le gouvernement de la ville dans l'organisation de l'événement et la présentation de son travail participatif dans le budget de la ville.

Reconnaissance des défis et des erreurs qui peuvent survenir en cours de route, mais avec un engagement clair à travailler dans l'intérêt de la ville et de sa communauté.

- **Bachir Kanouté**, ODP Afrique

Il existe un groupe de travail sur l'indice de qualité de la démocratie participative, c'est pourquoi je pense qu'il serait bon de travailler ensemble pour éviter d'avoir deux approches différentes et plutôt intégrer le travail pour en faire une démarche commune. Le groupe travaille depuis plusieurs mois et a beaucoup progressé, il serait donc bénéfique que nous collaborions pour obtenir un seul indice.

- **Susana Gomes**, Valongo

Proposition de créer un groupe de travail permanent sur les budgets participatifs verts à l'OIDP dans le but de promouvoir un programme international sur les budgets participatifs et le changement climatique.

Élaboration d'un document politique à partir de la caravane européenne pour les villes les plus vertes par le biais de budgets participatifs, afin d'influencer les agendas nationaux et internationaux sur la question de la participation.

Plaidoyer auprès du Parlement européen pour la création de conditions rendant les budgets participatifs plus verts, par l'approbation de la Charte européenne pour une Participation plus Verte et la création d'un fonds européen pour la Participation plus Verte.

- **Marc Serra**, Barcelone

Participation de Barcelone à la caravane européenne pour les budgets participatifs verts, ce qui a permis une manière innovante de travailler et de collaborer de manière décentralisée entre différentes villes.

Soutien à la création d'un groupe de travail sur les budgets participatifs verts et disponibilité de Barcelone à y participer.

Proposition d'organiser une caravane européenne sur d'autres initiatives d'innovation démocratique, comme les assemblées citoyennes, et la disponibilité de Barcelone pour organiser et financer une étape locale à Barcelone.

Suggestion de partager le congrès annuel "Decidim Fest", axé sur la participation et l'innovation démocratique, avec l'IDP pour organiser une session favorisant l'échange de contenus de participation numérique.

- **Mairie de São Paulo**

Proposition de collaborer à l'organisation de webinaires sur les thèmes proposés par Rio, tels que la transparence, la diversité et l'inclusion.

Suggère la création de groupes de travail pour chaque projet ou action, avec la volonté de la ville de São Paulo de participer au groupe de travail pour le prix et à l'analyse des expériences antérieures du prix.

Sa proposition comprend l'organisation d'un webinaire en juin sur la transparence, avec la participation d'un ou deux membres de l'OIDP pour faciliter la coordination.

- **Imen Ouardani**, Ville de Sousse, Tunisie

Propose d'ajouter une troisième thématique prioritaire liée aux jeunes, compte tenu de leur importance en tant que générations futures, en particulier sur le continent africain, où les populations tendent à être jeunes.

Elle souligne la nécessité d'impliquer cette génération pour garantir la continuité des travaux et former les futurs leaders en démocratie participative.

La deuxième proposition se concentre sur la réplique des bonnes pratiques dans les territoires locaux, en les adaptant au contexte national spécifique. Elle suggère la création d'un document recueillant ces bonnes pratiques et analysant ce qui a fonctionné et ce qui n'a pas fonctionné, dans le but de faciliter leur reproduction dans différents territoires.

- **Diego Fernández**, Grenoble. Propose trois opportunités possibles pour aborder les thèmes des assemblées climatiques et du budget participatif vert dans différents événements et lieux:
  - Travailler lors de la Biennale des Villes en Transition à Grenoble, qui se tiendra en juin 2023, comme l'une des occasions pour aborder ces questions.
  - Établir une collaboration avec les Rencontres Européennes de la Participation à Rouen au printemps. De plus, il suggère la possibilité que ce soit l'une des étapes de la caravane, comme le propose Barcelone, sur les assemblées climatiques.
  - Travailler en partenariat avec le réseau national des budgets participatifs, qui organise des réunions annuelles à Bordeaux, avant la conférence de l'OIDP à Rio à l'automne. Il souligne l'importance de collaborer avec d'autres villes et d'élargir les réseaux.
- **Alex Reina**, Directeur Général de l'Institut Districtuel de Participation et d'Action Communale de Bogotá (IDPAC)

Réitère l'idée que le séminaire international sur les budgets participatifs soit soutenu par le réseau de l'OIDP comme une activité supplémentaire pour l'année prochaine.

Il souligne l'importance de partager des sujets liés aux budgets participatifs verts, aux caravanes et aux assemblées dans son pays, pour positionner cette politique dans sa ville.

Il exprime ses remerciements au maire et à l'équipe pour le soutien et l'hospitalité reçus lors de son séjour, et se montre disposé à continuer à collaborer et à soutenir la conférence dans sa région.

- **Amira Khammassi-Mesona**

Propose de réfléchir collectivement et de mobiliser tous les membres de l'OIDP pour analyser les cas de budgets participatifs de Porto Alegre et de Rio de Janeiro, dans le but de formuler des recommandations pour renforcer la démocratie participative au Brésil.

Sa deuxième proposition consiste à coordonner avec les municipalités du département de la Drôme dans la région Auvergne-Rhône-Alpes pour présenter des activités de l'OIDP et promouvoir la démocratie participative, ainsi qu'à établir des comités régionaux de coordination pour le suivi et l'évaluation des projets de démocratie participative.

- **Rocío Lombera**, Mairie d'Iztapalapa

Reconnaissance et gratitude pour les efforts de la ville de Grenoble pour la conférence.

Insistance sur l'importance de continuer à travailler sur des axes thématiques pertinents, tels que la souveraineté alimentaire et la lutte contre la discrimination.

Proposition d'organiser les contenus selon des axes principaux pour aborder la démocratie de manière transversale dans tous les domaines.

Disposition à collaborer pour la diffusion et le succès de la conférence de Rio, en Amérique latine ainsi qu'au Mexique et dans d'autres pays de la région.

- **Nadim Tadjine**, OCPM Montréal

La proposition de créer plus de moments de rencontre et de partage entre les conférences.

L'idée de développer des stratégies collectives pour créer des liens entre les participants avant, pendant et après les conférences.

La suggestion de mettre en place des initiatives similaires à Brain Date pour optimiser le temps et l'expérience des participants venant de loin.

### ***Déclaration politique***

- **Grenoble**

Proposition de créer plus de moments de rencontre et de partage entre les conférences, même avant celles-ci.

Développement de stratégies collectives pour établir des liens entre les participants pendant et après les conférences.

Insistance sur l'importance de donner suite aux discussions et débats significatifs survenus lors de l'événement.

La division d'une déclaration en trois parties, liées à des engagements pour renforcer les pratiques démocratiques, les stratégies de défense et la recherche de financement pour la mise en œuvre des plans de travail.

- **Adrià Duarte**



Mention de la distribution de documents, ainsi que la possibilité d'accéder en ligne au texte de la déclaration.

Remerciements à Valongo pour son aide à la traduction en portugais et la nécessité de réviser les versions en anglais et en espagnol en raison de l'urgence de la traduction.

Référence aux propositions d'amendements et à l'intervention de la ville de Barcelone pour apporter un léger amendement.

- **Marc Serra**, Barcelone

Reconnaissance de l'équilibre entre diversité et pluralité au sein de l'organisation.

Mise en évidence de l'importance de protéger les responsables élus locaux contre les menaces et la violence résultant de la méfiance démocratique et de l'antiparlementarisme.

La proposition d'amender le sixième point pour aborder la question des fausses nouvelles et de l'ingérence des pouvoirs économiques et judiciaires.

La suggestion d'un débat approfondi sur ces problèmes lors du prochain événement à Rio, en lien avec la transparence.

- **Ville de Sfax**

Considération de l'utilisation appropriée des termes et terminologies officiellement acceptables dans le contexte de la discussion.

Proposition d'élargir la compréhension de la "guerre sale" pour englober non seulement le domaine économique, mais aussi les violations des libertés et de la sécurité, que ce soit physiquement ou directement et indirectement.

- **Marc Serra**, Barcelone

Explication de l'ambiguïté du terme "guerre sale" et la nécessité de trouver une terminologie plus précise et appropriée pour décrire la persécution judiciaire et d'autres pratiques discutables. Propose d'utiliser des termes tels que "persécution judiciaire de mauvaise foi" ou "mauvaise pratique judiciaire" pour décrire de manière plus précise les actions discutées.

- **Ville de Sfax**

La suggestion d'utiliser le terme "attentat de tout type" pour englober toutes les menaces et restrictions possibles auxquelles certains fonctionnaires locaux sont confrontés en raison de conflits militaires ou de restrictions physiques.

L'importance de défendre les fonctionnaires locaux et les institutions de la démocratie locale contre toutes les formes de menaces et de restrictions.

- **Isabelle Beaulieu**, présidente de l'OCPM Montréal

La difficulté de justifier l'utilisation de l'expression "attentat de tout type" dans une grande déclaration conjointe de plusieurs pays.

La problématique de déterminer ce qui constitue une "menace sale" et qui a l'autorité pour prendre cette décision.

La question de savoir s'il faut protéger davantage les fonctionnaires élus ou les citoyens qui mobilisent des mécanismes juridiques en cas de litige avec les fonctionnaires locaux.

- **Nelson Dias**, Bureau et Réseau des Autarcies Participatives du Portugal

La proposition de montrer sa solidarité avec le peuple ukrainien et de soutenir l'Ukraine dans la restauration de ses formes de participation démocratique qui ont été suspendues en raison de la guerre imposée par un régime totalitaire. (Point 6, en l'occurrence 1.9 sur l'Ukraine)

- **Adrià Duarte**

La nécessité de prendre en compte la sensibilité des différents conflits dans le monde entier pendant la conférence.

L'importance de traiter équitablement tous les conflits et de tenir compte de la diversité des perspectives et des contextes.

L'importance d'aborder les problèmes avec empathie et compréhension, en reconnaissant l'impact des mots et des actions dans diverses communautés et régions.

- **Rio de Janeiro**

Bien que les préoccupations et les problèmes soient divers dans le monde entier, ils reconnaissent que la situation en Ukraine nécessite une attention prioritaire en raison de la gravité et de l'urgence de la crise actuelle.

- **Nelly Ouassenan**, vice-maire de Cocody

L'importance d'éviter les termes sensibles pour maintenir la cohésion dans l'assemblée.

La suggestion d'utiliser le terme "minorité" au lieu de "LGBTQ+" pour éviter les tensions possibles et assurer l'inclusion de toutes les opinions.

La considération de la diversité des perspectives et des sensibilités au sein du groupe et la nécessité de rédiger la déclaration de manière à refléter cette diversité de manière respectueuse.

- **Isabelle Beaulieu**, présidente de l'OCPM Montréal

La préoccupation concernant le point 4 de la section Défense des droits de la déclaration, qui suggère "de réformer les instances parlementaires".

La nécessité de réfléchir et de discuter plus en profondeur de l'implication de cette proposition, car elle pourrait avoir un impact significatif sur l'orientation et l'approche de l'OIDP.

- **Bachir Kanouté**, coordinateur de l'OIDP Afrique

Le soutien à la proposition de coprésidence et au point de la Côte d'Ivoire sur la question des personnes LGBT, suggérant que ce sujet pourrait être abordé de manière plus appropriée dans la catégorie des "minorités".

La suggestion de combiner les points 3 et 4 dans la déclaration, car ils abordent tous deux des questions liées aux minorités, telles que les femmes, les jeunes et les personnes âgées, ce qui pourrait la rendre plus inclusive et acceptable pour les différents contextes dans lesquels elle opère.

La proposition d'élargir la portée du point 6 de la section Défense, reconnaissant que les conflits ne se limitent pas seulement à l'Ukraine, et plaidant en faveur de la solidarité avec toutes les parties du monde qui connaissent des conflits et leurs répercussions sur la population.

- **Rio de Janeiro**

Le désaccord avec le texte du point 3, exprimant la nécessité d'une rédaction plus solide pour pousser les pays à agir sur des questions importantes, telles que la participation des femmes et des personnes LGBT, car ces questions sont des problèmes réels dans de nombreux pays et il est crucial de les aborder de manière efficace.

L'importance d'aborder ces questions de manière efficace et directe dans la déclaration, car la mention de "minorités" est déjà présente, mais les défis spécifiques auxquels sont confrontées les minorités de genre doivent être mis en évidence dans les canaux de la démocratie participative.

- **Eric Piolle**, maire de Grenoble

L'importance de ne pas se concentrer uniquement sur le conflit en Ukraine et de reconnaître que les tensions géopolitiques et les conflits armés sont des problèmes mondiaux qui affectent diverses régions et continents à travers le monde.

L'accord avec la suggestion d'intensifier la représentation démocratique et l'opinion selon laquelle chaque pays peut avoir son propre chemin vers la réforme, mais que l'objectif global devrait être de rendre les institutions plus représentatives et démocratiques.

La reconnaissance de l'importance de renforcer les droits des minorités et l'accent mis sur la nécessité de progresser vers l'égalité des sexes et la réduction de la discrimination envers la communauté LGBTQ+.

- **Tiphaine Ardouin**, adjointe à la Démocratie permanente Bordeaux

L'importance d'inclure les communautés indigènes dans le point 3 des engagements, car il est important de reconnaître leur présence aux côtés des autres populations mentionnées dans le point.

La réflexion sur l'inclusion de l'expression "minorités de genre" comme une manière large d'englober toutes les personnes LGBTQ+, reconnaissant la diversité et les différentes réalités dans différents contextes internationaux.

Le soutien pour trouver un terme plus acceptable pour aborder la question de la réforme des institutions, reconnaissant que cela pourrait faciliter un consensus plus large entre les participants.

La reconnaissance de l'attention récente en Europe portée aux conflits armés ne doit pas limiter la discussion uniquement au conflit en Ukraine, car il est crucial d'aborder les conflits dans différentes parties du monde de manière équitable et compréhensive.

- **Nelly Ouassenan, Cocody**

L'importance de défendre la participation et le pouvoir de tous les individus, indépendamment de leur orientation sexuelle, et la nécessité d'intégrer cette idée dans le contexte plus large des droits humains.

La suggestion d'utiliser un terme plus inclusif et compatissant, tel que "les droits des plus vulnérables", proposé par le maire Éric Piolle, qui engloberait de manière plus holistique la protection des droits de toutes les personnes pouvant faire face à des situations de vulnérabilité.

La préoccupation que l'utilisation de termes spécifiques puisse susciter des sensibilités inutiles et entraver la discussion plus large sur la participation et les droits humains.

L'appel à surmonter les sensibilités potentielles et à se concentrer sur la vision d'ensemble et la promotion des droits humains dans leur intégralité, reconnaissant l'importance de respecter la liberté et la dignité de toutes les personnes.

- **Montréal**

L'importance d'utiliser un langage inclusif et compréhensible pour toutes les populations, en particulier lors de la promotion de la démocratie participative dans des contextes où cette pratique est encore en développement.

L'accent mis sur la nécessité d'éviter les termes qui pourraient aliéner certaines communautés ou être perçus comme exclusifs, car cela pourrait entraver les efforts visant à encourager une participation plus large et engagée aux processus démocratiques.

La demande de prendre soin du langage utilisé dans la déclaration pour garantir qu'il soit réceptif et respectueux des différentes réalités et sensibilités des communautés locales dans le monde.

- **Grenoble**

La référence à la participation des pays à l'ONU et aux progrès réalisés par l'organisation en termes de droits LGBTQ+ en utilisant une terminologie spécifique.

L'argument selon lequel, étant donné le statut inférieur des organisations par rapport à l'ONU, il ne devrait pas être nécessaire d'adoucir ou de modifier le langage utilisé, en particulier lorsqu'il est aligné sur les termes et les principes déjà utilisés par une organisation internationale de plus grande envergure.

- **Franck Kinninvo, Cotonou**

L'importance d'adapter le langage utilisé dans les déclarations internationales pour le rendre inclusif et acceptable dans toutes les régions, en tenant compte de la diversité juridique et culturelle des différents pays et collectivités territoriales.

La suggestion de remplacer les termes qui pourraient poser problème dans certaines régions, en particulier ceux qui pourraient ne pas avoir de pertinence juridique ou culturelle dans certains contextes, par des mots plus inclusifs et fédérateurs permettant l'adoption de la déclaration par un plus large éventail de pays et de villes.

- **Torcato Ferreira, Valongo**

L'importance de l'inclusion de toutes les minorités dans la charte : l'accent est mis sur la nécessité de maintenir une approche inclusive dans la rédaction de la charte, soulignant l'importance de reconnaître et de soutenir toutes les minorités, y compris les femmes et la communauté LGBTQ+.

Avertissement concernant un possible recul : des préoccupations ont été exprimées selon lesquelles la suppression de références spécifiques à des groupes minoritaires pourrait être interprétée comme un pas en arrière par rapport aux progrès réalisés au cours des dernières décennies pour la reconnaissance des droits de ces communautés.

Bien que l'existence de préoccupations et de priorités diverses entre les pays représentés ait été reconnue, l'accent a été mis sur l'importance de maintenir une approche centrale dans la protection et la promotion des droits des minorités dans la charte en discussion. La question de la manière de résoudre les divergences dans la rédaction de la charte a été soulevée, suggérant la possibilité de prendre des décisions par un vote et de considérer les étapes suivantes pour surmonter les désaccords présents dans l'assemblée.

- **Isabel Xavier, Cascais**

Opposition à la suppression de la référence à la communauté LGBT dans le document, argumentant qu'il est important de relever les défis même s'ils suscitent un malaise.

Elle souligne que la croissance implique de faire face et de surmonter les malaises, et que ces changements sont nécessaires pour le progrès et l'évolution de la société.

Elle soulève la question de la façon de résoudre cette situation et si le sujet sera à nouveau discuté à l'avenir.

- **Marc Serra,**

- *En tant que secrétaire général de l'OIDP, il exprime :*

L'importance de reconnaître l'existence et les droits de la communauté LGBTI dans le document, en tenant compte des différentes réalités juridiques dans le monde.

Il mentionne des exemples de luttes pour les droits de la communauté LGBTI en Europe, soulignant que la reconnaissance n'implique pas de spécifier les droits, mais plutôt d'affirmer leur citoyenneté.

Il rappelle la mission de l'OIDP d'être une organisation progressiste qui aborde et résout les problèmes en suspens dans différents pays.

Il suggère la possibilité de voter sur l'amendement individuellement si aucun consensus n'est atteint, soulignant l'importance d'inclure la reconnaissance du collectif LGBTI dans le document.

- *Au nom de la ville de Barcelone, il exprime :*

La recherche d'un consensus pour l'approbation de la déclaration : propositions d'inclusion du terme LGBTI pour rechercher le consensus.

Suggestion de demander à ceux qui connaissent les réalités de leurs pays de faire des propositions sur le vocabulaire qui permettrait l'inclusion de ce groupe.

- **Cocody**

Discussion sur l'utilisation du terme "minorité" ou "groupe marginalisé" comme alternative au terme "LGBTI" pour parvenir à un consensus dans la déclaration.

L'importance d'aborder la situation des personnes déplacées, ainsi que le soutien aux efforts dans les pays affectés par des conflits.

Il est souligné la nécessité de trouver un terme inclusif qui englobe toutes les personnes et groupes vulnérables, reflétant leur condition de minorisation et de vulnérabilité dans différents contextes.

- **Adrià Duarte**

Après un débat intense sur l'inclusion ou non du terme LGBTI dans la déclaration, le coordinateur du Secrétariat technique de l'OIDP a présenté une proposition qui a été rédigée en conséquence de la position des participants et a été approuvée à l'unanimité :

*"Nous nous engageons à améliorer systématiquement la présence, la place et le pouvoir de la participation des femmes, des minorités de genre et des communautés autochtones dans nos mécanismes de démocratie participative. Collectivement, nous aspirons à atteindre la parité et l'égalité d'ici 2030 dans les pays où les droits des personnes LGBTI sont reconnus. L'objectif est de rendre cette cible effective et de suivre les recommandations des Nations unies dans ces domaines, y compris dans les pays où ces droits ne sont pas reconnus".*

Après ce débat, d'autres points de la déclaration ont été révisés :

- **Annaelle Schaller**, adjointe au maire de Tours

Inclusion des personnes handicapées et défavorisées dans le point 5 de la déclaration.

- **Montréal**

L'importance de ne pas inclure les peuples autochtones dans la même catégorie que les personnes handicapées, en soulignant que la communauté autochtone doit être considérée différemment dans le point 3.

On passa ensuite à la révision du point 6 - l'engagement de s'approprier le principe selon lequel la transition écologique ne se produira que si la justice climatique est réelle, et du point 7 - s'engage à porter le message de l'environnement et de la protection de la planète aussi loin et aussi fort que possible.

- **Bachir Kanouté**, ODP Afrique

Inclusion de différents groupes dans le point 5 : personnes déplacées, personnes handicapées et les plus défavorisées.

- **Nelson Dias**, Bureau et Réseau des Autarquias Participativas du Portugal

Récupération des processus de démocratie participative dans les territoires touchés par des conflits armés. Il est mentionné la création d'un nouveau point (point 8) pour refléter cet engagement : "Nous nous engageons à soutenir la récupération des processus de démocratie participative dans les territoires où ces initiatives ont été suspendues par imposition de conflits armés."

- **Franck Kinninvo**, Cotonou

Proposition d'inclure un point supplémentaire (éventuellement le point 9) sur la question de la souveraineté alimentaire. On souligne l'importance des territoires et des villes dans le contexte actuel, en particulier en ce qui concerne l'insécurité alimentaire croissante et la fragilité qui en découle.

Il est proposé que les processus démocratiques puissent servir de véhicule pour promouvoir ces objectifs.

- **OCPM Montréal**

Souligne l'importance de se concentrer sur la démocratie participative et l'accès à l'éducation dans la déclaration finale des discussions, plutôt que d'aborder d'autres sujets tels que la sécurité alimentaire dans la déclaration finale.

On reconnaît l'importance de l'éducation dans la promotion de l'engagement citoyen et l'inclusion de l'accès à l'éducation, en particulier pour les filles et les femmes, en tant que point pertinent dans le contexte de la démocratie participative.

- **Éric Piolle**, Grenoble

Considérer l'alimentation comme un bien commun et non simplement comme une marchandise, et plaider en faveur d'une gouvernance renouvelée adaptée aux territoires pour établir une véritable démocratie alimentaire dans les communautés.

- **Rocio Lombera**, Iztapalapa

Met l'accent sur son engagement à défendre les biens communs essentiels pour la démocratie, tels que l'alimentation, la santé et l'éducation, et souligne que ceux-ci ne doivent pas être considérés comme de simples marchandises ou être privatisés.

- **Montréal**

Souligne que cette approche est positive et suggère qu'il y a des aspects cruciaux en jeu qui doivent être pris en compte en ce qui concerne l'alimentation.

- **Adrià Duarte**

Lit la proposition rédigée de ce débat : *"Nous nous engageons à considérer l'alimentation et l'eau comme un bien commun nécessitant une gouvernance renouvelée adaptée au territoire en tant que fondement d'une démocratie alimentaire des communautés"*.

- **Grenoble**

Suggère que la déclaration de Grenoble n'est pas destinée à être une recréation de la Déclaration universelle des droits de l'homme, mais plutôt une réflexion sur les discussions et le travail réalisé jusqu'à présent, ainsi qu'un lien avec les perspectives présentées à Rio et le Plan d'action 23.

Insiste sur l'importance de cesser d'ajouter du contenu au document, car cela pourrait rendre excessivement long et diluer son objectif principal.

Reconnaît également que, malgré les nombreuses rencontres et débats, l'intention n'était pas d'aborder la complexité totale du monde, bien qu'ils continuent de s'efforcer de le faire à l'avenir.

Après cela, la discussion tourne autour de la nécessité de changer et de renforcer les instances parlementaires plutôt que de simplement les réformer. Il est considéré comme important de stimuler des changements pour garantir une représentation plus efficace du peuple au sein du gouvernement. La décentralisation est débattue comme un mécanisme pour renforcer l'autonomie locale, avec une attention particulière à l'allocation adéquate de ressources aux autorités locales. La préoccupation concernant l'influence des acteurs économiques dans la sphère politique est discutée, et il est proposé de traiter ce problème en utilisant le terme "ingérences illégitimes". Il est convenu de progresser vers l'adoption du document, avec l'intention de continuer à discuter de ces questions en profondeur lors d'une prochaine session à Rio.

### ***Adoption de la Déclaration***

L'adoption de la déclaration de Grenoble se poursuit après un long débat. Il n'y a pas d'objections, et elle est approuvée à l'unanimité par l'assemblée générale de l'OIDP. La présentation de la candidature unique à la présidence de 2024 est mentionnée, suivie de la présentation de Cotonou, qui se retire de la course mais propose d'organiser l'événement en 2025 en conjonction avec la conférence de 2024. Une question de procédure est soulevée concernant la candidature de Cotonou pour 2025.



Ensuite, la nomination de Valongo pour organiser la conférence en 2024 est officialisée. Enfin, l'assemblée générale est clôturée par des discussions sur la rédaction du rapport et de la déclaration, et des informations sont fournies sur le programme du déjeuner et la cérémonie de clôture. Tout le monde est remercié pour sa participation à cet exercice démocratique et transparent.